

Vers une société de marché ?

Florence FAUCHER-KING et Patrick LE GALÈS

Les années de gouvernement Blair-Brown ont conduit l'électorat britannique à de profondes déceptions. Le bilan de la politique travailliste mené par Florence Faucher-King et Patrick Le Galès dans leur livre, résumé ici pour *La Vie des Idées*, contraste fortement avec celui du conseiller travailliste Julian Le Grand.

Cet article est issu de la conclusion de l'ouvrage de Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, *Les gouvernements travaillistes. Le bilan de Tony Blair et Gordon Brown*, Paris, Presses de Sciences Po, Avril 2010. Nous remercions les auteurs et l'éditeur d'avoir accepté la publication de ce texte sur *La Vie des Idées*.

À la veille des élections du 6 mai 2010, le New Labour est épuisé intellectuellement, comme mode de gouvernement, et comme parti. Empêtré dans ses contradictions, toujours au poste pour gérer la crise, Gordon Brown traîne son impopularité et plombe par sa présence même les chances de son parti, sans que celui-ci ait pu le convaincre de laisser sa place. La lassitude des Britanniques après treize ans de réformes se lit dans leur désaveu du monde politique en général, et dans les sondages qui depuis des mois annoncent une défaite des travaillistes. Ces derniers trahissent néanmoins les hésitations des électeurs, tant les conservateurs, malgré les talents de communicateur de David Cameron, ne parviennent pas tout à fait à convaincre. Quel que soit le vainqueur des élections, les prochaines années seront consacrées en Grande-Bretagne à mettre en œuvre

des coupures budgétaires drastiques pour limiter un déficit très important, dû à la politique volontariste de Brown pour répondre à une crise économique et financière plus dure en Grande-Bretagne que sur le continent. Le débat électoral reprend des couleurs traditionnelles lorsque les conservateurs se font les champions de la réduction du déficit et reçoivent le soutien du monde des affaires. Les travaillistes, qui ne se présentent plus comme « New Labour », retrouvent à l'inverse des accents populaires en promettant des changements (encore et toujours) qui préservent les aspirations sociales et le début de reprise économique.

L'État activiste et le marché

Pendant ses treize années au gouvernement, New Labour a été caractérisé par un projet politique qui a contribué à l'émergence de ce que Karl Polanyi appelait une « société de marché¹ », c'est-à-dire une société au sein de laquelle les principes de l'économie de marché orientent et contraignent les comportements des organisations et des individus². Si, en héritiers d'une tradition sociale-démocrate, ils s'intéressent à l'organisation de la société, à l'ingénierie, au contrôle ainsi qu'aux technologies, ils acceptent aussi l'économie de marché et utilisent comme référence constante les choix des citoyens consommateurs et les mécanismes de concurrence. Enthousiasmés par les effets positifs du marché sur le dynamisme économique et obnubilés par la volonté de se distinguer du vieux Parti travailliste, les néotravaillistes ont perdu tout sens critique à l'égard des effets pervers ou inattendus du marché sur la société. Or une société qui est régulée par les mécanismes de marché met de la pression sur les individus, crée des inégalités plus marquées et des tensions sociales.

Karl Polanyi et Max Weber, qui n'étaient pas des révolutionnaires, ont montré comment les mécanismes du marché, en encourageant les acteurs à se comporter de manière efficiente comme des acteurs rationnels égoïstes, participent de la destruction de structures sociales traditionnelles, des solidarités sociales ou des institutions. Au sein d'un système de marché, les acteurs ne doivent pas en principe obéir à des ordres mais poursuivre leur intérêt individuel.

¹Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

²Patrick Le Galès et Alan Scott, « Une révolution bureaucratique britannique ? Autonomie sans contrôle ou *freer markets more rules* », *Revue française de sociologie*, n° 1, 2008.

Ceci pose le problème de la stabilité sociale de ces sociétés. Comment s'assurer de la prévisibilité des actions et de leurs résultats, lorsque les acteurs ne sont pas contraints par la loyauté au sein d'un environnement stable et prévisible ? La réponse réside dans la bureaucratie, les règles et les sanctions. À la suite de Thatcher, les néotravailleurs ont participé à la construction d'une société de marché en mobilisant l'appareil d'État. Il est donc parfaitement logique de voir en Grande-Bretagne davantage de tensions sociales, de criminalité, d'incivilités, ce qui a justifié le renforcement du rôle de l'État... sauf bien sûr lorsqu'il s'agit de réglementer les activités économiques et la City.

L'État fort, activiste et le marché : la Grande-Bretagne est bien un modèle politique et social hybride entre les États-Unis et les grands pays d'Europe occidentale. Pendant la crise, Brown et son chancelier Alistair Darling n'ont pas eu de mal à mobiliser cet État en faveur du sauvetage du système financier. Même si certains aspects du plan de relance n'ont pas été décisifs (baisse de la TVA), le gouvernement britannique est intervenu rapidement et avec beaucoup de vigueur sur la scène nationale et au niveau international. La gestion de la crise est apparue comme un des points forts de la gestion New Labour, bien que ses élites se soient aussi retrouvées face aux conséquences très dures d'une crise favorisée par leurs réticences à contrôler la City et par leur soutien indéfectible du patronat et des banquiers.

Pour les néotravailleurs, dans le contexte de la mondialisation, les gouvernants doivent analyser les enjeux et apporter les solutions techniques, technologiques ou managériales³. L'État doit lui-même s'adapter aux nouvelles structures du capitalisme mondialisé et à la société émergente. Les néotravailleurs ont poussé à l'extrême la notion de mandat (liant le parti vainqueur à ses promesses électorales) pour en faire un critère d'évaluation des performances des gouvernants. Tony Blair et Gordon Brown ont, au prix d'une rationalisation bureaucratique intense, affirmé leur capacité d'initiative et de contrôle. Néanmoins, cette évolution reflète une conception de l'État comme « fournisseur » de services, ou au moins comme garant de la fourniture des

³ Jenny Andersson, *The Library and the workshop, Social democracy and capitalism in the knowledge age*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

services publics *via* les règles du jeu qu'il instaure et modifie, c'est-à-dire un État à la fois activiste et régulateur.

Les néotravailleurs ont renforcé d'un socle théorique hérité du Thatcherisme les modèles de la micro-économie néoclassique et le postulat de l'acteur instrumental rationnel qui les inspiraient. Paradoxalement pour un parti d'origine social-démocrate, leur vision de la nature humaine tient pour évidente l'impossibilité d'une action collective mobilisant des groupes et des organisations intermédiaires. Cette vision a inspiré le développement de nouveaux instruments de politique publique et explique notamment l'enthousiasme pour les contrôles et la création de nouveaux systèmes de récompense et de sanction pour les acteurs individuels. En même temps, elle permet d'expliquer les difficultés à résoudre certaines crises, voire de comprendre les errements de certaines réformes, par exemple face à l'engorgement croissant dans les transports, aux difficultés du secteur de la santé malgré les investissements, ou aux défis du changement climatique. Ces présupposés ont guidé le choix des instruments et des interlocuteurs. Le gouvernement a utilisé incitations individuelles et sanctions, et il s'est adressé en priorité aux acteurs privés, entreprises, associations ou individus.

S'adapter au sens de l'histoire

Le parti lui-même a été la première cible des efforts modernisateurs des néotravailleurs. On trouve dans ses transformations les signes annonciateurs des réformes sociales, et notamment les hésitations et le pragmatisme qui ont marqué ces dernières. La prise en main du parti n'a pas été une simple opération cosmétique : la culture interne a été l'objet de maintes attentions, afin que les propositions politiques – dont la plupart ont été modifiées avant l'élection de Tony Blair comme leader en 1994 – reflètent également de nouvelles façons d'interagir et de comprendre le rôle et la place d'un parti de gouvernement dans une société en mouvement. Les structures du parti ont été transformées afin d'augmenter « l'inclusivité » (*sic* !) de l'organisation, en limitant les pouvoirs des syndicats et des militants et en privilégiant les adhérents peu impliqués. La souveraineté de la conférence annuelle a été érodée au profit de mécanismes de consultation permanents, étroitement dépendants des équipes gouvernementales. Les forums servent moins à consulter la base qu'à légitimer les décisions déjà

arrêtées. Le parti est en passe de devenir une organisation de campagne, structurée comme une entreprise privée et susceptible de sous-traiter nombre de ses opérations à des professionnels de la communication politique.

Les décisions – tantôt symboliques tantôt spectaculaires – adoptées durant les cent premiers jours du premier gouvernement Blair ont laissé croire que le parti était porteur d'un « projet » arrêté de réformes soigneusement préparées. Ce n'était pas le cas, comme le montre le bilan des trois mandats successifs. En effet, malgré des réformes importantes conduites avec détermination, on trouve également des projets développés sans conviction, ni ligne directrice claire, guidées par quelques principes ou par des « recettes » pragmatiques. L'activisme qui a caractérisé les gouvernements néotravailleurs est articulé par la croyance dans l'inéluctabilité de la mondialisation économique néolibérale. Pour eux, comme pour Margaret Thatcher, *there is no alternative*. « J'entends les gens dire que nous devons faire une pause pour débattre de la mondialisation. On pourrait tout aussi bien se demander si l'automne doit succéder à l'été », expliquait Tony Blair en 2005 devant la conférence travailliste. En un sens, les modernisateurs qui ont pris le pouvoir au sein du Parti travailliste puis dans le pays sont convaincus d'être une avant-garde éclairée agissant dans le sens de l'histoire.

Les importantes réformes structurelles qui ont transformé le Royaume-Uni ne se bornent pas à la restructuration constante d'un État activiste s'adaptant rapidement à son environnement. Elles ont également affecté profondément la culture politique britannique, les modes d'interaction et les attentes des citoyens. Les visiteurs sont frappés par la transformation profonde de la société britannique. Certaines de ces évolutions sont le produit d'ingénierie sociale dont les résultats cependant ne sont pas toujours ceux qui avaient été anticipés, car les gouvernements ont cru à tort pouvoir piloter le changement social grâce à leurs techniques et à leurs instruments.

Dans le prolongement des conservateurs, les néotravailleurs ont favorisé l'individualisation progressive des rapports au politique, manifestée en particulier par le concept de citoyen consommateur. Ils ont contribué à la dégradation progressive de la confiance dans les institutions représentatives, au prix d'un

désengagement des processus traditionnels (mais la Grande-Bretagne n'est pas la seule dans ce cas). Ils ont favorisé l'essor de la société civile et créé de nouvelles opportunités d'intervention dans le domaine public pour les « entrepreneurs sociaux ». Ils ont porté un nouveau modèle de « démocratisation », forçant l'ouverture des anciennes hiérarchies mais renforçant aussi les inégalités de participation. La démarche inclusive sans cesse invoquée comme mode de démocratisation a permis de mettre en question d'anciennes institutions devenues presque obsolètes, mais elle est souvent perçue comme un artifice visant à légitimer des décisions déjà prises. Ainsi, le New Labour a favorisé une « postdémocratie »⁴ où les processus de désengagement politique, de gouvernement par les élites et les médias⁵, cachent sous un langage de « dépolitisation » et de « pragmatisme modernisateur » des formes dures de domination. À plusieurs reprises, certains leaders majeurs du New Labour comme l'ancien ministre Charlie Falconer (par ailleurs ami des années étudiantes de Blair), ont affirmé une approche dépolitisée du gouvernement, justifiant ainsi le rôle des commissions d'experts ou le gouvernement efficace des indicateurs de performance. Le mouvement perpétuel, les effets d'annonce incessants et les annonces triomphales de buts atteints au vu d'on ne sait quel nouvel indicateur caractérisent ce que d'autres analysent en termes de gouvernabilité néolibérale⁶.

La postdémocratie est alimentée par l'illusion technologique de la communication virtuelle, de l'interactivité et de la plasticité des nouvelles formes de participation. Celles-ci sont néanmoins minimalistes et individualisées. Comment mobiliser pour des biens collectifs lorsque le seul modèle légitime est celui de l'égoïsme ? Le « citoyen consommateur » est investi d'un pouvoir imaginaire d'influencer les marchés généralisés. Il est aussi encouragé, admonesté, responsabilisé, inspecté. Notons enfin que malgré les promesses, les « affaires » n'ont pas épargné les néotravailleurs, comme l'ont montré les conseillers travaillant pour des firmes de relations publiques, ainsi que les députés ou les ministres trop proches de certains intérêts, qui ont profité de manière

⁴ Colin Crouch, *Post Democracy*, *op. cit.*

⁵ On recommandera le film *In the loop* d'Armando Iannucci (2008), caricature de ce petit monde.

⁶ Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte, 2007 ; Peter Miller et Nikolas Rose, *Governing the present*, Oxford, Polity Press, 2008.

outrageuse des avantages de leur fonction et envisagé de tirer rapidement profit de leur expérience gouvernementale. Blair lui-même s'est davantage distingué depuis son départ par la poursuite systématique de ses intérêts financiers que par un détachement éclairé digne d'un homme d'État à la retraite. Juste retour des choses, les politiques se trouvent aujourd'hui contraints de démontrer leur efficacité, rentabilité et honnêteté par leurs concitoyens pris dans la culture des audits permanents.

Un bilan mitigé

Le New Labour est entré au gouvernement en parti de centre gauche. Avec les années, il a abandonné le langage de l'égalité au profit d'un idéal de société « où tout le monde [ne] rencontre [pas] également le succès mais [...] où tout le monde a une chance égale de réussir⁷ ». Ce n'est plus un parti social démocrate mais plutôt un parti de centre droit. La société néotravailleuse est une société méritocratique et inclusive, orientée vers la réalisation des aspirations des *middle classes*, au sein de laquelle la question de la justice sociale est liée aux efforts individuels et aux bons points accumulés grâce à une capacité d'effectuer les « bons » choix. Les aspects structurels des inégalités et les effets du capitalisme financier sont largement tus. La légèreté de la *cool Britannia* s'est transformée en une double contrainte impossible : « soyez spontané » mais aussi « soyez transparent et concurrentiel » au nom de l'efficacité et de la sécurité.

Le bilan économique et social du *New Labour*, à la lumière de la crise financière et économique, s'est singulièrement assombri malgré les investissements considérables consentis dans les services publics (afin de remédier aux décennies de négligence des conservateurs et du premier mandat). Au cycle de croissance a succédé une crise plus profonde et durable qu'ailleurs. Nombre de changements ont permis une amélioration en termes de revenus, de santé ou d'opportunité, mais les pressions se sont renforcées sur les individus qui ne sont pas tous convaincus par l'action du gouvernement.

⁷Tony Blair, discours à la conférence travailliste, 2004.

Tony Blair et Gordon Brown n'ont eu de cesse d'identifier et de saisir les opportunités qui permettaient la modernisation du pays et son adaptation aux contraintes de l'économie mondialisée. On peut argumenter que Blair a présenté les mêmes qualités (ou le même zèle) en politique internationale et s'est efforcé d'étendre les valeurs politiques et économiques occidentales (c'est-à-dire la démocratie, entendue comme choix individuel dans un marché transparent et concurrentiel, et les droits de l'homme). Cet élan s'est traduit par l'intervention militaire au Kosovo, les efforts répétés pour obtenir une « carte » pour la paix en Palestine et bien sûr l'intervention en Irak. En détrônant un dictateur sanglant et en tentant du même coup d'imposer les libertés occidentales au Moyen-Orient, Blair espérait sans doute que l'Irak démocratique pourrait servir de modèle à ses voisins et justifier a posteriori un engagement des troupes aux côtés des Américains en l'absence de résolution de l'ONU (ce qui était déjà le cas pour le Kosovo). Qu'il ait souhaité s'aligner sur les positions de l'hégémon international ou reproduire le succès rencontré en Yougoslavie, Blair n'a jamais su totalement convaincre ses concitoyens. Les commissions d'enquête se succèdent sans apporter de résolution claire, confortant le cynisme des Britanniques quant à la bonne foi de leurs dirigeants.

Les désillusions politiques des électeurs se traduisent par un abstentionnisme croissant, par les succès des tiers partis (nationalistes de tous bords en particulier) et par les défaites cuisantes des travaillistes lors des élections intermédiaires (locales, régionales et européennes) notamment à Londres et dans les bastions du nord de l'Angleterre. Les échecs engrangés par Gordon Brown depuis 2007 ne peuvent surprendre si l'on considère que ses gouvernements ne se sont guère détachés de la ligne tracée par le New Labour : les politiques i-libérales ont été confortées (une partie de la population est criminalisée tandis que la population carcérale augmente et que les contraintes se renforcent) et la politique d'immigration s'accompagne d'un discours ambigu et populiste. Confronté à l'érosion de la base électorale traditionnelle de son parti, Brown a retrouvé récemment des accents de gauche sur la redistribution et la limitation des inégalités, notamment en taxant les bonus des traders. Une potentielle « dérive » du projet New Labour initial n'est pas cependant à l'ordre du jour.

Durant les treize années de gouvernement travailliste, la société britannique est devenue plus inégalitaire en termes de patrimoine, plus divisée encore entre le nord et le sud. Comme ailleurs, souvent plus qu'ailleurs en Europe, la pauvreté concentrée va de pair avec les problèmes de santé, d'obésité et d'enfermement des plus pauvres. La concentration de la pauvreté dans les grands quartiers d'habitat social des vieilles villes ouvrières produit toujours de terribles situations. On prend souvent l'exemple des quartiers de périphérie de Glasgow, depuis longtemps l'une des villes les plus pauvres d'Europe malgré la rénovation du centre, où l'espérance de vie est inférieure à soixante ans (inférieure à l'espérance de vie en Irak !) Les retraites demeurent parmi les plus faibles d'Europe pour qui n'a pas de patrimoine. La société britannique est devenue à la fois plus différenciée (entre son centre et ses périphéries), plus hétérogène compte tenu de la forte immigration, et plus riche pour ce qui concerne les *middle classes* (avant la crise). Londres demeure une grande ville mosaïque mais la société britannique se crispe sur la question des immigrés, et découvre la peur des ennemis de l'intérieur, remettant en question son modèle d'intégration. Elle demeure farouchement anti-européenne pour l'essentiel et dépendante de la richesse produite par les services et par la City de Londres. Les néotravailleurs ont gouverné comme le parti des classes supérieures (et moyennes supérieures) du sud de l'Angleterre. Si la croissance et les réformes des services ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population, cette amélioration a en effet concerné de manière disproportionnée les classes moyennes et supérieures. La crise économique a renforcé le sentiment d'aliénation des classes populaires, durement touchées, mais aussi profondément choquées par les révélations quant aux abus des finances publiques par les députés ou par les banquiers, sauvés de la déroute au prix d'un endettement public sans précédent.

Le prochain gouvernement devra non seulement redonner une direction économique et restreindre les dépenses publiques, mais il devra aussi donner une direction à la société britannique qui paraît aujourd'hui assez désespérée. Si les néotravailleurs sont épuisés, les conservateurs sont vagues et peinent encore à convaincre pleinement. Les libéraux démocrates s'inscrivent plutôt dans un centre gauche européen mais restent un petit parti. La perspective d'un gouvernement

minoritaire, fut-il conservateur, inquiète les milieux d'affaires qui ont délaissé les travaillistes. S'ils perdent le 6 mai 2010, ces derniers laisseront un pays profondément transformé par un gouvernement activiste, marqué par la crise et l'interruption du boom de la consommation et de l'immobilier. Une société de marché postdémocratique est peut-être en voie de formation dans un pays où les deux partis de gouvernement semblent incapables d'envisager un autre mode de croissance ou de modèle de société que celui du marché.

Pour citer cet article :

Florence Faucher-King & Patrick Le Galès, « Vers une société de marché ? », *La Vie des idées*, 5 mai 2010. ISSN : 2105-3030.

URL : <http://www.laviedesidees.fr/Vers-une-societe-de-marche.html>

Publié dans [laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr), le 6 mai 2010

© [laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr)